



HAL
open science

L'instabilité politique du Kirghizistan inquiète la Chine

Martina Bassan

► **To cite this version:**

Martina Bassan. L'instabilité politique du Kirghizistan inquiète la Chine. *China Analysis*, 2011, pp.17 - 22. hal-03461472

HAL Id: hal-03461472

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03461472>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour Li Xin, si les pays de l'OCS ont très durement subi l'impact de la crise financière, les leçons qui ont été tirées de cette dernière ouvrent de larges possibilités de coopération financière régionale. Il faut tout d'abord promouvoir la mise des entreprises des pays membres de l'OCS sur le marché financier chinois, et suivre ainsi l'exemple de la Russie – qui a commencé à rechercher des cotations sur le marché hongkongais afin de se prévaloir d'une dépendance vis-à-vis des financements occidentaux. La mise en place d'accords bilatéraux pourrait ainsi permettre le développement de deux centres financiers internationaux : Moscou et Shanghai. Par ailleurs, Li Xin suggère d'explorer les possibilités de coopération financière pour le secteur énergétique. Il souligne à ce sujet la complémentarité de la Chine – à fort besoin énergétique et par ailleurs riche en capital – et des autres États membres de l'OCS – dépendants des investissements chinois. Enfin, l'auteur suggère de promouvoir la coopération financière bilatérale et multilatérale entre les pays membres, à savoir : la coordination des politiques monétaires de banques centrales, la mise en place d'une plateforme régionale d'échange d'informations financières, l'établissement d'un système de surveillance et la création d'un système d'assistance en cas de crise financière. La création d'un système financier régional, s'il peut paraître encore éloigné, apparaît dans les esprits comme le ciment de la stabilité régionale et de la reconnaissance internationale.



4. L'instabilité politique du Kirghizistan inquiète la Chine

MARTINA BASSAN

SOURCES :

- Jia Lihong, « L'importance du Kirghizistan et l'influence de sa situation actuelle sur la Chine », *Xinjiang daxue xuebao*, n° 38(6), novembre 2011, p. 91-96.
- Lu Gang, « Troubles au Kirghizistan : comment l'Organisation de coopération de Shanghai doit-elle agir ? », *Lianhe zaobao wang*, juin 2010.
- Pan Guang, « Troubles au Kirghizistan : le rôle de la Russie, des États-Unis et de l'Europe, et leur influence sur la Chine », *Xinjiang shifan daxue xuebao*, n° 31(4), décembre 2010.
- Zhao Huirong, « Les raisons cachées des troubles au Kirghizistan », *Dangdai shijie*, n° 8, août 2010, p. 23-25.

Depuis que, en avril 2010, des émeutes ont éclaté au Kirghizistan, entraînant la chute du président Bakiev et de son gouvernement, la situation d'instabilité politique a fait l'objet d'une attention croissante de la part de la communauté internationale. Le Kirghizistan avait déjà vécu en 2005 une « révolution

de couleur »²⁴, mais le changement n'avait pas permis de stabiliser la situation et de résoudre les conflits internes. L'idée partagée par la plupart des analystes chinois est que la Révolution survenue au Kirghizistan en 2010 doit être attribuée à la fois à des facteurs internes – inégalités et fragmentation sociale, stagnation économique et pauvreté, corruption et conflits ethniques –, et à des facteurs extérieurs : tant du point de vue de son étendue, de sa démographie que de ses ressources naturelles et énergétiques, le Kirghizistan ne constitue pas un des principaux pays de la région, cependant, sa position géographique centrale le place à l'intersection des enjeux géopolitiques des grandes puissances. Ce pays a pour particularité d'être le seul à accueillir sur le même territoire des bases militaires américaine et russe. Cet aspect est au cœur des réflexions et des inquiétudes des analystes chinois, qui se demandent surtout comment la Chine doit agir par rapport à ses intérêts stratégiques au Kirghizistan, à sa sécurité nationale, et à sa position d'État membre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

Sous contrôle chinois depuis l'époque Han jusqu'à la fin de la dynastie Qing, le Kirghizistan a, du fait de sa position géographique, toujours représenté un grand intérêt stratégique pour la Chine. À présent, Jia Lihong²⁵ compte trois points principaux qui peuvent expliquer

24 Les révolutions de couleur est le nom donné aux mouvements de protestation antigouvernementaux non violents qui se sont développés dans les sociétés postcommunistes d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale. La révolution des Tulipes est le nom donné au coup d'État du 24 mars 2005 au Kirghizistan, qui renversa le président Askar Akaïev et son gouvernement après les élections législatives du 27 février et du 13 mars.

25 Jia Lihong (贾丽红) est doctorante en politique internationale à l'Institut d'études en relations internationales de l'Université Renmin, à Pékin. Ses recherches portent notamment sur les relations avec l'Asie centrale et les États-Unis.

l'importance de ce petit pays d'Asie centrale vis-à-vis de la Chine :

- *du point de vue de la sécurité traditionnelle*, le Kirghizistan est une porte d'entrée stratégique vers le Xinjiang : « Pour la Chine, la sécurité du Kirghizistan correspond à celle du Xinjiang, une menace pour le Kirghizistan est une menace pour le Xinjiang aussi (...) et, pour cette raison, la Chine doit défendre ce pays de toute tentative d'une autre puissance de l'occuper ou de le soumettre » ;
- *du point de vue de la sécurité non traditionnelle*, le Kirghizistan est au centre de la lutte chinoise contre le terrorisme, le sécessionnisme et l'extrémisme religieux²⁶, en particulier vis-à-vis des mouvements séparatistes présents dans le sud du Xinjiang. Ceux-ci, selon Jia, agissent « grâce à des encouragements et à des aides extérieures », pour obtenir la séparation du Xinjiang de la Chine et établir ce qu'ils appellent « la République du Turkestan oriental » (东突厥斯坦, *dong tujuesitan*). Jia n'hésite pas à indiquer certains pays occidentaux et la Russie comme étant les principaux partisans du mouvement séparatiste du Xinjiang à l'origine de plusieurs actes terroristes ;
- *du point de vue de la sécurité énergétique*, en lien avec la stratégie du gouvernement chinois de « diversification » de ses approvisionnements en énergie, l'Asie centrale commence à être regardée comme le « nouveau trésor » du

26 L'extrémisme religieux (宗教极端主义, *zongjiao jiduan zhuyi*), le terrorisme international (国际恐怖主义, *guoji kongbu zhuyi*), et le séparatisme (民族分裂主义, *minzu fenlie zhuyi*) sont plus généralement connus sous le nom des « trois fléaux » (三股势力 *san gu shi li*).

XXI^e siècle en termes de ressources énergétiques. Si l'on ajoute que la situation politique des pays africains et du Moyen-Orient, principaux fournisseurs de la Chine en pétrole, est très instable, de même que l'approvisionnement par la voie du détroit de Malacca, le Kirghizistan – bien que pauvre en réserves pétrolières – prend une importance certaine en tant que porte d'entrée en Chine du pétrole provenant du Turkménistan et d'Ouzbékistan.

Comment la Chine doit-elle alors agir face à la crise intérieure au Kirghizistan et à l'influence croissante de la Russie et des États-Unis dans la région ? Si l'on

considère les intérêts stratégiques de la Chine au Kirghizistan et sa proximité avec le Xinjiang, « la Chine ne peut pas rester assise à regarder sans rien faire », écrit Lu Gang²⁷. D'après Pan Guang²⁸, la seule ligne politique envisageable pour défendre les intérêts chinois est de soutenir la stabilité et le développement du Kirghizistan, afin de favoriser la stabilité régionale et d'encourager de bonnes relations avec la Chine. En même temps, une attention particulière doit être consacrée à la question des bases militaires que la Russie et les

27 Lu Gang 陆钢 est journaliste au *Lianhe zaobao wang*.

28 Pan Guang (潘光) est directeur du Centre d'études sur l'Organisation de Coopération de Shanghai OCS (*Shanghai Cooperation Organization Studies Center*) et du *Shanghai Center for International Studies and Institute of European & Asian Studies* auprès de l'Académie des Sciences Sociales de Shanghai, ainsi que président du *Center of Jewish Studies Shanghai* (CJSS), et vice-président de la *Chinese Society of Middle East Studies*.

États-Unis ont établies dans le pays, et à leur influence sur les affaires intérieures.

Encore plus délicate et complexe est d'ailleurs la question de la place de la Chine comme membre de l'OCS. L'existence de l'OCS empêche la Chine d'agir unilatéralement au Kirghizistan ; Pékin doit nécessairement passer par l'Organisation pour défendre ses intérêts. Si l'OCS prend l'initiative et lance une intervention efficace au Kirghizistan, Pékin sera sans doute d'accord : la Chine respecte évidemment le principe de non-ingérence, mais « les principes doivent aussi être compris à partir de la réalité », souligne Lu. D'après le journaliste, si l'OCS en reste à des principes théoriques et n'agit pas, non seulement son prestige dans la région en

sera affecté, mais cela favorisera aussi des interférences extérieures.

Zhao Huirong²⁹ va plus loin quant aux tâches que l'OCS devrait prendre en charge :

- dans le domaine de la sécurité territoriale, l'OCS doit trouver de nouvelles méthodes de lutte contre le terrorisme, le sécessionnisme et l'intégrisme, en se penchant en particulier sur les activités de l'Organisation islamiste d'Ouzbékistan et sur l'influence d'Hizb ut-Tahrir³⁰

29 Zhao Huirong (赵会荣) est chercheuse à l'Institut de recherche sur l'Asie centrale, l'Europe orientale et la Russie auprès de l'Académie chinoise des sciences sociales. (CASS).

30 Groupe musulman fondé à Amman en Jordanie en 1953, le *Hizb ut-Tahrir* est né d'une scission des Frères musulmans. Ce mouvement opère aujourd'hui dans plus de 70 pays et compte plusieurs millions d'adhérents et de sympathisants à travers la planète.

« Si l'OCS en reste à des principes théoriques et n'agit pas, non seulement son prestige dans la région en sera affecté, mais cela favorisera aussi des interférences extérieures. »

dans le sud du Kirghizistan. Si la situation en Afghanistan devait s'aggraver parallèlement au retrait des forces des États-Unis et de l'OTAN, les groupes extrémistes religieux d'Asie centrale pourraient renforcer leurs relations avec les groupes terroristes d'Afghanistan ;

- *dans le domaine politique*, l'OCS doit renforcer la coopération entre les pays membres, promouvoir une confiance réciproque et sauvegarder la sécurité et la stabilité des pays membres ;
- *dans le domaine économique*, la stabilité et le développement du Kirghizistan nécessitent un soutien financier ininterrompu de la part de l'OCS, qui devrait pour cela définir un système d'aide approprié.

Pan, de son côté, souligne qu'il faut avoir à l'esprit que toute intervention de l'OCS au Kirghizistan ne peut qu'être limitée aux domaines économique et sécuritaire : étant donné qu'il ne s'agit pas d'une alliance militaire, la seule intervention de ce genre dans le cas d'une détérioration de la situation au Kirghizistan ne peut être envisagée que par l'ONU, en tant que représentant de la communauté internationale. Toutefois, selon l'interprétation que Pan fait de la « Déclaration conjointe de coopération du secrétariat de l'ONU et du secrétariat de l'OCS » d'avril 2010, toute action mise en œuvre par les Nations unies dans les territoires de l'Asie centrale ne pourra être mise en place qu'avec l'aval de l'OCS. Finalement, la Chine doit toujours être prête à réaffirmer sa position privilégiée en Asie centrale et en tant que membre de l'OCS. Elle ne peut pas permettre que d'autres puissances – notamment la Russie et

les États-Unis – soient trop influentes dans un territoire aussi important stratégiquement.

L'interférence de la Russie et des États-Unis dans les questions internes du Kirghizistan est considérée comme un élément capital dans le développement des mouvements intérieurs violents. Cela constitue un défi majeur que la Chine doit relever en adoptant une ligne politique adéquate pour défendre ses intérêts et ses frontières. Jia et Zhao font partie de ceux qui pensent que les politiques menées par les États-Unis et la Russie au Kirghizistan ont joué un rôle fondamental dans la crise intérieure. D'après Pan, l'absence de preuves selon lesquelles la Russie serait à l'origine d'un « complot en coulisses » n'empêche toutefois pas de constater avec certitude que le soutien fourni à l'opposition avait depuis longtemps comme objectif de renverser le président au pouvoir. Les États-Unis non plus ne peuvent pas cacher les contacts fréquents qu'ils ont eus juste avant la chute du gouvernement Bakaiev avec Roza Otounbaieva, chef de l'opposition qui devient présidente du gouvernement provisoire du Kirghizistan en avril 2010.

Cela dit, au-delà du rôle de ces deux puissances dans le déclenchement des troubles au Kirghizistan, il est intéressant, pour les analystes chinois, de se demander pourquoi, alors qu'après l'effondrement de l'URSS la Russie et les États-Unis sont en concurrence permanente pour gagner de l'influence en Asie centrale, ici, au contraire, les deux puissances se sont montrées « désireuses de collaborer et de coordonner leurs actions ». Cette situation, dans laquelle Zhang voit une « sympathie réciproque » (相互示好期, *xianghu shi hao qi*), et où Jia Lihong distingue plutôt une « gestion commune russo-américaine » (美俄共治, *mei-e gongzhi*), serait due à la volonté des deux pays d'empêcher que les tumultes politiques internes menacent leurs intérêts respectifs dans la région. Intérêts avant tout liés à leur présence militaire. Zhao remarque que, « dès

Actif surtout en Asie centrale, il est fortement réprimé par les régimes au pouvoir, comme au Turkménistan ou en Ouzbékistan.

que les premières violences ont éclaté dans le pays, la préoccupation principale des États-Unis et de l'OTAN a été la sécurisation de la base aérienne de Manas³¹ », à propos de laquelle les États-Unis ont à plusieurs reprises contacté le gouvernement intérimaire pour s'assurer de son maintien au service de l'OTAN dans le conflit en Afghanistan. Les Américains, ajoute Zhao, visent à renforcer leur présence militaire dans le pays afin d'obtenir encore plus d'influence dans la région. Cette stratégie leur permettrait non seulement de contenir l'influence régionale de la Russie et de la Chine, mais aussi de faire le lien avec leur politique à l'égard de l'Afghanistan, du Pakistan et de l'Iran. Pour Zhao, « l'idée qui circule depuis des années selon laquelle les États-Unis voudraient faire de la vallée du Fergana un axe de contrôle de l'Asie centrale et y transférer leurs forces militaires d'Afghanistan pourrait trouver de nouveaux fondements ».

Pour Jia aussi, la lutte américaine contre le terrorisme et les talibans afghans n'est qu'un prétexte : « Les forces militaires américaines ont déjà quitté d'autres pays de l'Asie centrale, alors que le Kirghizistan, qui n'a pas de frontière commune avec l'Afghanistan et qui a par ailleurs une énorme importance stratégique pour la Chine, est le seul pays où elles sont encore présentes ». Selon lui, la véritable intention des États-Unis est de « tenir tête à la

31 Le Centre de transit par Manas anciennement Base aérienne de Manas est une base militaire des États-Unis, située dans l'aéroport International de Manas, le principal aéroport du Kirghizistan, à 25 km de la capitale (Bichkek). Ouverte en 2001, elle est utilisée pour des opérations en Afghanistan. Depuis 2005, l'Organisation de coopération de Shanghai pressait Bichkek de fermer la base. Depuis la fermeture, en 2005, d'une base dans l'Ouzbékistan voisin, c'est la dernière base des États-Unis en Asie centrale.

« Le pouvoir d'influence énorme des États-Unis et de la Russie au Kirghizistan représente une menace extrêmement grave pour la sécurité du Xinjiang chinois. »

Chine ». Mais celle-ci n'est de toute façon pas la seule à ne pas voir d'un bon œil la présence américaine : depuis 2001, le gouvernement du Kirghizistan et son homologue russe auraient essayé de persuader Washington de quitter le pays mais, jusqu'à présent, tous les efforts visant à la fermeture définitive de la base de Manas ont échoué. Les ambitions stratégiques de la Russie ne doivent pas être sous-évaluées non plus : d'après Jia, la base militaire russe établie au Kirghizistan est aussi un instrument qui vise directement la Chine, alors que Zhao, moins audacieux dans ses constats, inscrit les actions de Moscou dans un plan visant à sauvegarder le monopole de l'influence russe dans l'ex-territoire soviétique et à contenir plutôt les actions des États-Unis et de l'OTAN dans la région.

Enfin, en ce qui concerne le refus des deux puissances d'aider militairement le Kirghizistan à réprimer la vague de violences, limitant leur intervention à l'aide humanitaire, Zhao et Pan sont d'accord pour affirmer que cela est lié à une réticence à trop s'engager dans les affaires internes du pays et, surtout, à la volonté russe et américaine de maintenir le statu quo de leur relations de coopération et d'éviter tout risque d'affrontement. Pour le dire autrement, mieux vaut accepter une cohabitation militaire où chacun sauvegarde ses intérêts, plutôt que de s'engager activement dans un conflit compliqué duquel il serait ensuite difficile de se sortir. Par ailleurs, si les États-Unis et la Russie accroissent leur présence militaire, cela intensifiera sans doute le niveau d'instabilité du Kirghizistan, avec des conséquences aussi sur les pays voisins, en particulier la Chine. « On peut affirmer sans problème que le pouvoir d'influence énorme des États-Unis et de la Russie au Kirghizistan

représente une menace extrêmement grave pour la sécurité du Xinjiang chinois », conclut Jia.